



L'EUROPE RONGÉE PAR LES EXTRÊMES DROITES

Portugal : le bond de l'extrême droite complique la formation d'un gouvernement

La coalition des droites l'a emporté de justesse lors des législatives, dimanche 10 mars au Portugal, sans majorité absolue pour gouverner. Le leader de l'extrême droite André Ventura, qui a obtenu plus d'un million de voix, réclame d'entrer dans un exécutif de coalition.

Ludovic Lamant - 11 mars 2024 à 09h21

A lors que le Portugal s'apprête à commémorer, le mois prochain, les 50 ans de la révolution des Œillets, qui mit fin à la dictature de Salazar, un parti d'extrême droite, Chega (Assez), fondé en 2019 s'est imposé comme le grand vainqueur des législatives anticipées organisées dimanche 10 mars, bousculant tout le paysage politique du pays.

Lors d'une allocution samedi soir à la veille du vote, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a sans doute vu juste, prévenant qu'« *un cycle de cinquante ans de notre Histoire se ferm[ait]* » et qu'un autre cycle politique « *avec de nouveaux défis, de nouvelles exigences, de nouvelles ambitions* » était sur le point de s'ouvrir.

Sur le papier, c'est la droite traditionnelle, emmenée par Luís Montenegro, du Parti social-démocrate (PSD), qui a remporté le scrutin. Montenegro, 51 ans, s'est présenté sous l'étiquette d'une coalition plus ample, baptisée Alliance démocratique (AD), inspirée de celle qui avait permis au conservateur Francisco Sá Carneiro, en 1979, de remporter une majorité absolue.

AD a obtenu 29,5 % des voix (79 député-es sur 230), selon le décompte de 99 % des bulletins, et alors que quatre sièges restent à pourvoir (attribués par les Portugais-es de l'étranger). Son score est à peu près identique à celui de

2022, lorsque la droite avait perdu face au Parti socialiste (PS), si l'on cumule les résultats du PSD et d'un autre parti de droite plus conservatrice, le CDS.

Le Parti socialiste a reculé, lui, de plus de sept points par rapport au précédent scrutin, à 28,7 % (77 sièges). Son candidat, Pedro Nuno Santos, tenant de l'aile gauche du parti, est sans doute en partie sanctionné pour la multiplication des affaires qui ont éclaboussé des responsables PS ces derniers mois - y compris sa propre personne.

André Ventura, à la tête de Chega, a décroché un peu plus de 18 % des voix (48 sièges). Ce parti d'extrême droite, dont Mediapart a suivi les derniers jours de campagne, n'avait rassemblé que 1,3 % des suffrages (un député) en 2019, année de sa fondation, puis 7,2 % (12 élu-es) en 2022. Ventura a quadruplé son nombre de sièges cette année, au terme d'une campagne centrée sur la critique de la corruption et la lutte contre l'immigration.

Les appels au « vote utile », brandis en fin de campagne par les partis traditionnels, n'ont pas fonctionné. En à peine deux ans, Chega a conquis plus de 700 000 voix supplémentaires (sur un électorat de 10,8 millions) et s'est imposé comme le premier parti à Faro, la capitale de l'Algarve, la région la plus au sud du pays. Son pari de mettre fin au « *bipartisme corrompu* » PS-PSD, au profit d'une tripartition plus inconfortable pour les formations traditionnelles, est en passe d'être gagné.

Sans surprise, Jordan Bardella en France, Santiago Abascal, le chef du parti néofranquiste Vox en Espagne, ou encore des responsables hongrois du parti de Viktor Orbán se sont dépêchés de féliciter la progression spectaculaire de Chega, alors que ces législatives portugaises constituaient le dernier scrutin d'ampleur sur le continent avant les élections européennes de juin.

Quelles options pour le futur exécutif ?

Dimanche dans la soirée, le socialiste Pedro Nuno Santos

s'est empressé de dire qu'il allait « *diriger l'opposition* » : « *Le PS siègera dans l'opposition et ne laissera pas ce rôle à Chega [...] Nous entamons à présent un chemin pour récupérer les mécontents* », a-t-il déclaré.

Sur le papier, Montenegro est donc désormais le seul chef de gouvernement possible. Mais le bloc des droites n'a pas la majorité absolue, si l'on exclut Chega. Or, Montenegro a répété sur tous les tons durant la campagne – « *Non, c'est non* » – qu'il excluait « *à jamais* » une coalition avec l'extrême droite, malgré les appels du pied, en ce sens, d'André Ventura.

Dimanche soir, dans son discours de victoire, Montenegro a fait entendre une musique différente, plaidant pour « *le dialogue et la concertation entre les chefs et les partis* ». Nuno Melo, du CDS, autre membre de l'alliance de droite, a exhorté tout le monde à se montrer « *à la hauteur des responsabilités* ».

À ce stade, trois options semblent possibles. Soit Montenegro tient parole, exclut Chega de tout exécutif et tente de gouverner en minorité à l'Assemblée, avec des alliances au coup par coup (et comptant sur la réserve de voix d'Initiative libérale, le parti allié des macronistes de Renaissance, qui a décroché 5 % des suffrages et huit sièges).

C'est d'autant plus possible que le socialiste Pedro Nuno Santos a pris un engagement lors d'un face-à-face télévisé avec Luís Montenegro fin février : le PS pourrait s'abstenir à l'Assemblée pour faciliter l'investiture d'un exécutif de droite sans Chega. Une manière de faire tenir le « cordon sanitaire » avec l'extrême droite, n'en déplaise à André Ventura.

Mais Pedro Nuno Santos a prévenu dimanche soir que le PS ne servirait pas pour autant de « *béquille* » au prochain exécutif et qu'il ne voterait pas mécaniquement les budgets. Autant dire qu'un nouvel exécutif pourrait tomber assez vite, un peu plus tard dans l'année.

Autre piste : Montenegro renie sa parole de campagne et

ouvre des discussions avec Chega. Le score massif du parti d'extrême droite ne manquera pas d'enclencher un débat, au sein du PSD, sur la possibilité, *a minima*, d'ouvrir des négociations avec l'extrême droite. Dernière option : la répétition des élections.

Pour André Ventura, les choses sont claires : « *Le peuple a dit que la droite devait gouverner. Notre mandat, c'est de gouverner le Portugal durant les quatre prochaines années.* » L'allié de Marine Le Pen rêve d'entrer comme ministre dans un gouvernement de coalition – ce qui doit sembler exotique à bon nombre de cadres du RN.

Le bloc des gauches, lui, n'atteint pas non plus la majorité absolue (il totalise environ 90 sièges, avec une majorité absolue à 116), ce qui rend impossible l'option d'une alliance du PS avec d'autres formations de gauche pour diriger le pays, comme ce fut le cas en 2015.

Le Bloc de gauche (BE), l'un des rares partis de cette campagne à avoir présenté une femme pour cheffe de file, en la personne de l'économiste et députée sortante Mariana Mortágua, a obtenu 4,5 % des voix (cinq sièges) - un peu mieux qu'en 2022 pour le nombre de voix.

Le Parti communiste (PCP), donné pour mort à chaque scrutin, a perdu encore un peu de terrain (3,3 %). Quant à Livre, la petite formation de l'ancien eurodéputé Rui Tavares, entre écologie et social-démocratie, elle s'impose comme le vainqueur de la soirée à gauche, profitant sans doute de l'arrivée de socialistes déçu-es (quatre élu-es, contre un auparavant). Mais cette poussée est insuffisante à elle seule pour changer la donne et permettre aux gauches de gouverner.

À court terme, l'initiative revient désormais au président de la République Marcelo Rebelo de Sousa de mener des consultations avec les chef-fes de partis afin de désigner un premier ministre, qui devra être investi par une majorité des 230 député-es. Mais la donne politique a rarement été aussi instable depuis le retour de la démocratie.

Ludovic Lamant

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel